

ANTIDOTE *hebdo*

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 99 / 21 septembre 2011



C'EST MALIN !

Remarque d'un lecteur goguenard à propos des délais de publication des conservations des hypothèques évoqués la semaine dernière : « *voilà que la CGT défend les notaires et les nantis qui s'achètent des villas à La Baule !* ».

Cher lecteur, outre le fait que sont également publiées la vente d'un lopin de terre agricole à Villepot, ou la transmission à ses héritiers de la modeste mesure que possédait le vieux Léon à Barbechat, sache que l'allongement considérable des délais dans les CH a également des conséquences internes à la DGFIP : la non-prise en compte à temps des changements de propriétaires a entraîné mécaniquement l'an dernier une augmentation du contentieux en matière de taxe foncière.

On l'oublie parfois : nous travaillons en synergie, et les difficultés d'un service retentissent souvent sur d'autres. Raison de plus d'être attentif à ce qui se passe en dehors du sien, et solidaires envers les collègues concerné-es.

Alors, ami lecteur, on fait moins le malin, maintenant ?

► Réactions également à propos de l'article « primo-délinquants ? », Des collègues nous disent : « *ça ne se passe pas comme ça chez nous* ».

Bien sûr, et c'est tant mieux. Nous précisons d'ailleurs que les pratiques que nous dénonçons n'avaient cours que dans certains SIP.

RÈGLES DE GESTION

Un message de la direction de la DRFIP vient de nous informer du report des réunions de présentation des futures règles de gestion auxquelles sont conviés tous les agents B et C.

A cette occasion, beaucoup se déplaceront hors de leur lieu de travail ordinaire et même de leur résidence administrative.

La CGT va mettre à profit ce report pour regarder de près les droits en matière de frais de déplacement et de temps de travail décompté : le point dans un prochain Antidote hebdo.

Cette question des règles de gestion est naturellement à l'ordre du jour des HMI qu'organise en ce moment la CGT.

INSOUTENABLE

Pour justifier les mesures gouvernementales d'austérité, les experts sarko-compatibles le répètent à l'envi, la dette française est insoutenable. Rendez-vous compte : 1640 milliards d'euros, pour un PIB de 2000 milliards. Cela nous fait du 85% ! C'est énorme, ça, Mâme MICHU, faut réduire la dépense !

Stop !

On reprend tout.

Nos enfumeurs comparent la dette totale au revenu du pays sur un an. Absurde : c'est comme si on mesurait votre solvabilité personnelle en rapportant le total de vos dettes (crédit voiture, emprunt sur 20 ans pour le logement...) à vos revenus d'une seule année.

Remettons les choses à leur place. Selon Bercy, les titres de la dette française sont émis en moyenne à 7 ans et 31 jours. Donc, rapportons les 1640 milliards de dettes aux plus de 14000 milliards que produira le pays pendant cette période : le stock de dettes représente 12% du PIB cumulé.

Ça calme, hein ?

Qui de nous ne rêve pas d'avoir un endettement de 12% ?

Ce qui est insoutenable en revanche, c'est la situation faite à des millions de salarié-es

Ce qui est insoutenable, c'est cette suffisance de Sarkozy, Fillon et les autres qui nous prennent pour des c... avec leur histoire d'effort partagé par tous, leur contribution exceptionnelle sur les

hauts revenus.

A elle seule, l'augmentation de la CSG (qui sera prélevée sur 98% du salaire au lieu de 97%) va ponctionner 600 millions d'euros, trois fois plus que l'« effort » demandé ponctuellement aux privilégiés de la fortune.



Prosperité pour les financiers, austérité pour les salarié-es, ça suffit !

Agir pour d'autres choix est une nécessité.

Les moyens financiers existent et la dette ne souffre pas de dépenses excessives (si l'enseignement coûte trop cher, essayez donc l'ignorance !), mais surtout d'un manque de recettes, résultat de choix politiques délibérés :

- 170 milliards d'euros d'exonérations fiscales, sociales et aides diverses aux entreprises
- 2 milliards d'euros de cadeaux aux plus riches par la réforme de l'ISF
- 210 milliards d'euros de dividendes distribués en 2010 par les entreprises non financières, soit l'équivalent d'un tiers de la totalité des salaires versés
- 36 milliards d'euros de dividendes en 2009 et 40 milliards en 2010 versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40, et déjà l'annonce de bénéfices en hausse de 10% au premier semestre 2011

Le 11 octobre, CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA appellent à une journée nationale d'action pour une autre répartition des richesses créées par notre travail.

HISTOIRE BELGE

Les partis politiques belges négocient toujours pour tenter de former un gouvernement fédéral, en remplacement du gouvernement intérimaire en place depuis juin 2010.

Selon le Financial Times du 16 août, journal anglais qui n'est pas connu pour être une publication d'extrême gauche, si l'économie belge se porte actuellement mieux que celle de ses voisins, c'est « parce qu'en l'absence de gouvernement, il n'y a pas eu de mesure d'austérité significative ». Mieux, l'activité économique en Belgique est soutenue « par l'indexation automatique des salaires et des pensions » sur les prix.

Il n'y a donc plus qu'à appliquer la recette belge à tous les pays : suppression des mesures d'austérité, augmentation des salaires et des retraites